

L'économie de la Martinique en 2015 Une reprise hésitante

Après une année 2014 marquée par l'apparition des premiers signes de reprise, 2015 confirme l'orientation plus favorable du climat des affaires. L'ICA s'inscrit en hausse et passe au-dessus de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis mi 2008. Une légère amélioration est également enregistrée sur le marché du travail.

Pour autant, la demande intérieure n'est pas exempte de fragilités, les indicateurs macro-économiques affichant des signaux toujours contrastés.

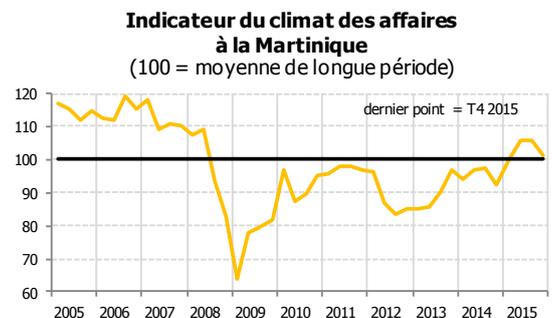
Sur le plan sectoriel, l'activité est globalement mieux orientée mais certains secteurs rencontrent toujours des difficultés. L'agriculture et l'agroalimentaire enregistrent des résultats encourageants alors que le BTP et les industries connexes font face à une conjoncture dégradée, et que l'activité commerciale souffre de la faiblesse de la demande. Dans le tourisme, le segment de la croisière garde son dynamisme, contrairement à l'hôtellerie qui peine à se redresser.

Parallèlement, les banques poursuivent leurs efforts de financement de l'économie. L'encours bancaire de l'ensemble des agents économiques continue de progresser, notamment les crédits à l'habitat des ménages et les crédits d'investissement des entreprises et des collectivités.

LES MOTEURS DE LA REPRISE SONT ENCORE FRAGILES

L'indicateur du climat des affaires est mieux orienté

Après le repli observé en 2014, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est en nette amélioration en 2015. L'ICA s'établit à 101,5 points à fin 2015 et affiche une progression de 9,3 points sur un an, malgré un fléchissement au quatrième trimestre. Il se maintient ainsi au-dessus de sa moyenne de longue période durant tout l'exercice 2015. Ce redressement s'explique pour l'essentiel par une meilleure orientation de l'activité. De même, les trésoreries s'améliorent, ainsi que les prévisions d'investissement.

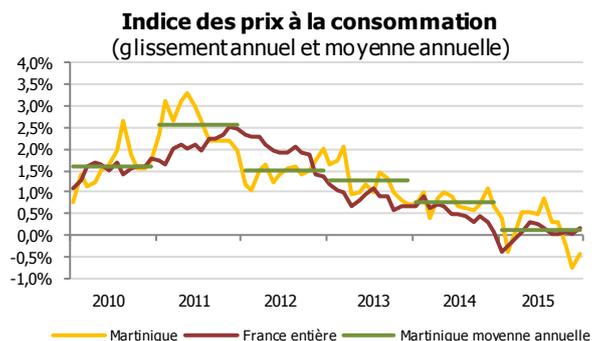


Cette consolidation du climat d'affaires ne doit toutefois pas masquer le ralentissement de l'activité observé au quatrième trimestre 2015, conduisant à la prudence quant à l'évolution pour les mois à venir.

L'inflation est contenue

L'inflation s'élève à +0,2 % en moyenne annuelle en 2015 à la Martinique (contre +0,7 % en 2014), niveau légèrement supérieur au niveau moyen de la France entière (+0,0 %). Le ralentissement de la hausse des prix à la consommation observé en 2014 se poursuit en 2015, se rapprochant d'une inflation nulle.

Cette évolution tient à la baisse des prix de l'énergie (-4,8 %) et des produits manufacturés (-0,7 %), que ne compense pas la hausse des prix des services (+1,1 %) et de l'alimentation (+1,7 %).



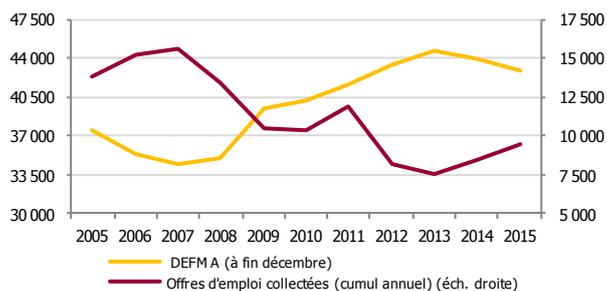
Une légère amélioration du marché du travail

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) est en diminution sur un an (-2,3 %), malgré un niveau qui demeure élevé (42 963). Cette évolution masque des disparités selon les tranches d'âge et la durée d'inscription.

Sur l'année, le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi (moins de 30 ans) est en recul (-9,4 %), alors que le nombre de seniors (50 ans et plus) est en progression (+7,4 %). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (chômage supérieur à un an) et de très longue durée (chômage supérieur à deux ans) est relativement stable (respectivement -0,5 % et -0,4 %).

En parallèle, le nombre d'offres d'emploi collectées progresse (+12,1 %), en particulier les offres de CDI et/ou de CDD de plus de six mois (+22,1 %). De même, les offres d'emploi satisfaites sont en hausse (+8,9 %).

Demandeurs d'emploi et offres d'emploi collectées (en nombre)

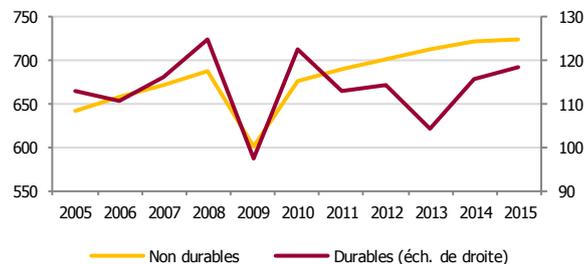


Sources : SMTP, Pôle emploi - Dares

La consommation des ménages affiche des signaux contrastés

Après une année 2014 en croissance, la consommation des ménages affiche une évolution mitigée en 2015. Les importations de biens de consommation durables et les immatriculations de véhicules particuliers neufs sont bien orientées (respectivement +2,3 % et +14,2 %). De même, les crédits à la consommation des ménages sont en hausse (+9,7 %). En revanche, les importations de biens de consommation non durables et le chiffre d'affaires des hypermarchés se stabilisent (respectivement +0,5 % et -0,3 %). Par ailleurs, l'enquête de conjoncture de l'IEDOM révèle un fléchissement de l'activité au sein du secteur du commerce, en lien avec une contraction de la demande.

Importations de biens de consommation (en millions d'euros)



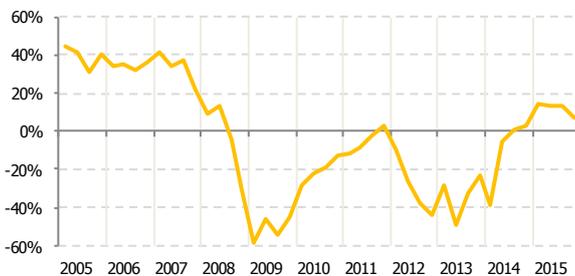
Sources : Douanes

Une reprise prudente des intentions d'investissement des entreprises

Les intentions d'investissement sont restées favorablement orientées depuis le quatrième trimestre 2014. Elles affichent un niveau supérieur à la moyenne de longue période.

Les importations de biens d'investissement progressent (+17,4 %), ainsi que les immatriculations de véhicules utilitaires neufs (+12,9 %). Les intentions d'investissement portent pour l'essentiel sur le maintien de l'outil de production. Parallèlement, le secteur agroalimentaire poursuit ses efforts d'innovation et de développement pour rester compétitif. Par ailleurs, les crédits d'investissement des entreprises progressent significativement (+13,1 %).

Prévisions d'investissement à un an



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

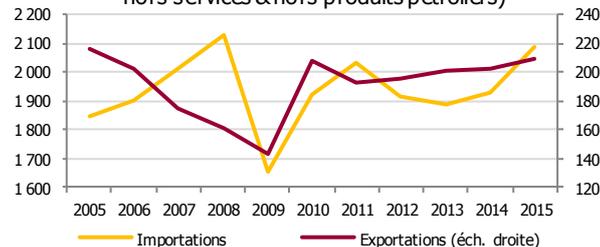
Une progression des échanges extérieurs, hors produits pétroliers

En 2015, les importations hors produits pétroliers sont en croissance (+8,3 %, à 2 087 millions d'euros), sous l'effet de la hausse du poste « Matériels de transport » (+24,1 %), des biens d'équipement mécaniques, électriques, électroniques et informatiques (+12,9 %), ainsi que des autres produits industriels (+4,6 %). De même, les exportations hors produits pétroliers progressent (+3,5 %, à 209 millions d'euros), en lien avec le doublement des exportations de matériels de transport et la croissance des exportations de produits agricoles (+4,3 %) et agroalimentaires (+7,3 %).

En prenant en compte les échanges de produits pétroliers, les échanges extérieurs reculent tant à l'importation (-1,9 %, à 2 656 millions d'euros) qu'à l'exportation (-13,7 %, à 491 millions d'euros).

En effet, la baisse des cours du pétrole et des prix des carburants réduit la valeur des échanges de produits pétroliers à l'importation (-27,1 %, à 569 millions d'euros), comme à l'exportation (-23,2 %, à 282 millions d'euros).

Échanges extérieurs (en millions d'euros, hors services & hors produits pétroliers)



Source : Douanes

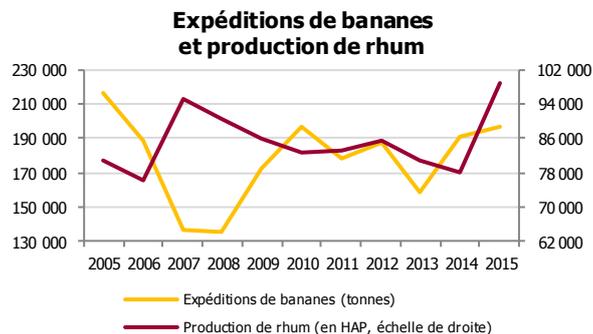
L'ACTIVITÉ EST GLOBALEMENT MIEUX ORIENTÉE MÊME SI CERTAINS SECTEURS DEMEURENT EN DIFFICULTÉ

La filière agricole enregistre de meilleurs résultats

En 2015, le secteur primaire reste dynamique. Les expéditions de bananes augmentent à 196 405 tonnes (+3,0 %), confirmant le retour à la normale de la filière. Le secteur cannier bénéficie des excellentes conditions climatiques pendant la campagne, conduisant à la hausse du volume de canne broyée (+24,3 %, à 207 507 tonnes).

En revanche, la situation est plus contrastée au sein des filières d'élevage. Hors volaille, la production locale de viande s'inscrit en repli (-5,8 %), en lien avec la contraction des abattages de viande porcine (-11,1 %). Pour leur part, les abattages de viande de volaille restent bien orientés (+2,3 %).

Dans le secteur agroalimentaire, les exportations sont en hausse (+7,3 %) et la production de sucre augmente (+18,1 %, à 2 868 tonnes). La production de rhum progresse sensiblement (+26,2 %, à 98 741 hectolitres d'alcool pur). Le volume de canne broyée, destinée à la production de rhum, affiche un niveau jamais atteint en plus de 15 ans de campagne (+26,5 % à 160 902 tonnes).



Source : CIRAD, CODERUM

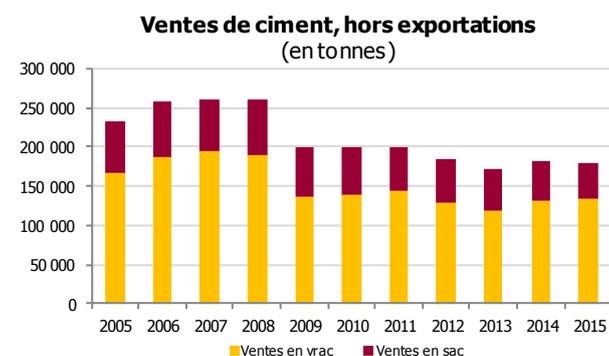
Le BTP et l'industrie toujours dans l'attente de nouveaux projets

En 2015, la conjoncture apparaît défavorablement orientée dans le BTP et dans les industries liées au secteur. En effet, l'activité se dégrade après l'amélioration de 2014.

Les ventes de ciment sont en recul (-1,6 %, à 179 395 tonnes). Après le sursaut intervenu en 2014 : les ventes en vrac (généralement destinés au chantier d'envergure) sont en progression (+1,2 %, à 133 575 tonnes), alors que les ventes en sacs (plutôt destinées à la construction privée) diminuent (-8,9 %, à 45 819 tonnes), en lien avec la baisse de la commande privée.

Les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel sont également en baisse, tant pour les logements neufs (-13,7 %) que pour les locaux commerciaux (-3,6 %).

L'année 2015 confirme une situation incertaine, et l'absence de perspectives quant à la programmation de nouveaux projets laisse craindre de nouvelles difficultés.



Source : Ciment Antillais

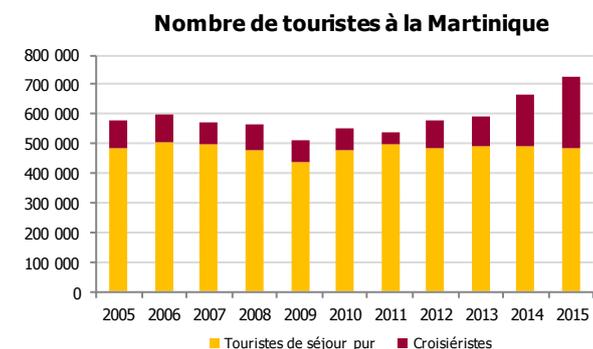
L'activité commerciale est morose

Les professionnels du secteur du commerce signalent une activité atone en 2015. Les fluctuations de la consommation des ménages traduisent l'instabilité de la demande. En parallèle d'un allègement des charges d'exploitation, les chefs d'entreprise sont contraints au déstockage. Dans le même temps, les délais de paiement restent élevés et la trésorerie dégradée.

La croisière poursuit sa reconquête, mais l'hôtellerie peine à retrouver du dynamisme

En 2015, l'activité touristique est contrastée. Le segment de la croisière poursuit sa progression (+35,9 %, à 241 623 croisiéristes). En revanche, la fréquentation des touristes de séjour pur recule légèrement (-0,4 %, à 487 365), tandis que le nombre de passagers débarquant à l'aéroport Aimé Césaire retrouve un rythme de croissance positif, mais faible (+0,6 %, à 1 634 931).

Par ailleurs, l'activité au sein de l'hôtellerie demeure compliquée. Les conditions économiques et sociales du segment créent un sentiment d'incertitude pesant sur le développement de l'activité. L'année 2015 a été marquée par la fermeture de deux établissements. Au final, les indicateurs de performance continuent de reculer. Le nombre de nuitées (630 187), la durée moyenne de séjour (3,2 jours), le chiffre d'affaires moyen par chambre disponible (48 euros) et le taux d'occupation (48,6 %) sont en berne (respectivement -12,6 %, -15,3 %, -2,0 % et -3,4 points).



Source : CTO

L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE EST ORIENTÉE À LA HAUSSE

L'encours sain de crédits progresse globalement

En 2015, l'activité de financement gagne en dynamisme. L'encours sain de crédits, toutes catégories d'agents confondues, enregistre une hausse de 5,7 % en glissement annuel (contre +2,3 % en 2014), pour s'établir à 8,6 milliards d'euros.

Cette progression tient au regain d'activité de l'ensemble des agents économiques. L'encours sain de crédit accordé aux entreprises progresse (+2,4 % à 3,3 milliards d'euros) après la hausse déjà enregistrée en 2014 (+3,2 %). Les crédits d'investissement augmentent sensiblement (+13,1 %), l'encours ayant progressé tout au long de l'année. En revanche, les crédits immobiliers des entreprises sont orientés à la baisse (-3,9 %), tout comme leurs crédits d'exploitation (-21,6 %).

Les ménages participent également à la hausse de l'encours sain de crédits. Ce dernier s'élève à 3,4 milliards d'euros à fin 2015 (+6,7 %), après une croissance ralentie en 2014 (+0,8 %). Cette évolution est liée à celle des crédits à l'habitat (+5,6 % contre +1,3 % en 2014) et celle des crédits à la consommation (+9,7 % après -0,5 % en 2014).

Les crédits octroyés aux collectivités locales progressent (+11,1 % contre +2,1 % en 2014) et s'élèvent à 1,3 milliard d'euros à fin 2015, portés par la croissance des crédits d'investissement (+10,5 %).

La qualité du portefeuille s'améliore

Le risque de crédit est orienté à la baisse en 2015. Ainsi, les créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement s'élèvent à 0,5 milliard d'euros à fin 2015 (-5,9 % après +2,8 % en 2014) et le taux de créances douteuses atteint 6,0 % (-0,8 point sur un an).

Les actifs financiers sont en hausse

Les avoirs des agents économiques poursuivent leur progression en 2015, atteignant 7,2 milliards d'euros en fin d'année (+4,2 % après +3,0 % en 2014). Ainsi, la place martiniquaise reste emprunteuse nette, à hauteur de 2 milliards d'euros.

Les ménages concentrent l'essentiel des actifs financiers, avec 5,1 milliards d'euros (+2,2 % après +1,8 % en 2014). Les dépôts à vue sont en hausse (+7,2 % sur un an). De même, l'épargne à long terme contribue à cette nouvelle progression des avoirs (+3,2 %), en lien avec l'augmentation de l'assurance-vie (+4,3 %) et des plans d'épargne logement (+5,5 %). En revanche, les placements liquides ou à court terme des ménages se contractent (-2,4 %).

Parallèlement, les entreprises accroissent leurs liquidités. Fin 2015, leurs avoirs financiers s'élèvent à 1,7 milliard d'euros (+11,6 % après +10,2 % en 2014). La progression est particulièrement importante pour les dépôts à vue (+15,1 %).

DES PERSPECTIVES ENCOURAGEANTES ?

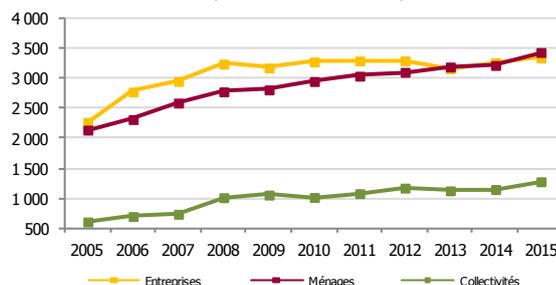
En 2015, l'économie martiniquaise semble retrouver une trajectoire plutôt positive. Les indicateurs montrent une amélioration globale du climat d'affaires même si des risques pèsent encore sur une reprise franche et durable. Le contexte est marqué par un marché du travail structurellement dégradé et des secteurs d'activité encore à la recherche de débouchés pérennes.

Toutefois, en 2016, l'économie martiniquaise pourrait bénéficier, comme en métropole, de la baisse des prix du pétrole et de la dépréciation de l'euro, favorisant ainsi la baisse des coûts d'approvisionnement. Elle reste néanmoins exposée aux aléas pesant sur l'économie française en termes de faiblesse de l'investissement et de fléchissement des dépenses publiques.

Cependant, la mise en place de la Collectivité territoriale de Martinique (CTM) en décembre 2015, via ses compétences élargies, pourrait permettre d'identifier et de mettre en place de nouveaux leviers susceptibles de consolider les acquis.

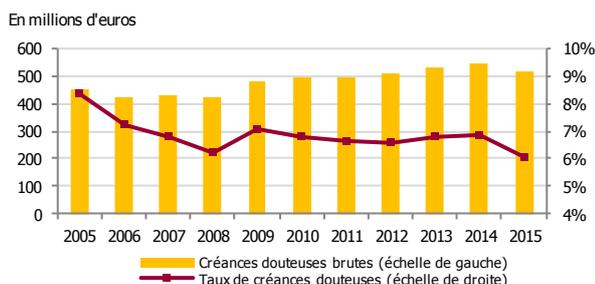
Parallèlement, dans une perspective de long terme, une réflexion sur les nouveaux fondamentaux de l'économie martiniquaise pourrait être engagée, compte tenu de la baisse et du vieillissement de la population.

Évolution des encours sains de crédits
(en millions d'euros)



Source : IEDOM - Surfi

Évolution de l'encours douteux brut
des établissements installés localement



Source : IEDOM - Surfi